

## L'État américain du Delaware

### Le paradis du secret des affaires

- Carrefour de la criminalité transnationale dû au secret des affaires
- Aucune donnée n'est collectée sur les propriétaires réels
- Les citoyens ordinaires sont les premières victimes de la situation

À première vue, le Delaware, ce petit État de la côte nord-est des États-Unis, apparemment tranquille, ne présente rien de particulièrement remarquable. Si l'on en a déjà entendu parler, c'est généralement parce qu'il s'agit de l'État de l'entreprise chimique DuPont ou du vice-président américain, M. Joe Biden.

Toutefois, si vous parlez du deuxième plus petit État américain aux personnes qui luttent contre la corruption, ils vous décriront un tout autre Delaware <sup>1</sup> : un État où le secret des affaires porté à l'extrême permet aux corrompus, aux entreprises véreuses, aux trafiquants de drogue, aux escrocs et aux fraudeurs de couvrir leurs traces lorsqu'ils trafiquent de l'argent sale d'un lieu à un autre. C'est le paradis de la criminalité transnationale.

Avec ses faibles niveaux d'imposition, ses lois avantageuses pour les entreprises et son [système juridique](#) sophistiqué pour juger les litiges professionnels, le Delaware attire des milliers de grandes sociétés. En fait, près de 65 % des entreprises classées au palmarès Fortune 500 sont établies dans le Delaware: le nombre de sociétés domiciliées dans cet État est supérieur au nombre de ses habitants. Dans de nombreux cas, les entreprises s'agglutinent ici pour des raisons professionnelles légitimes, mais toutes ne sont pas blanches comme neige.

L'État du Delaware compte également des milliers de sociétés-écrans anonymes dont l'implantation est favorisée par ses règles strictes en matière de secret des affaires.

Vous avez des affaires pas très honnêtes à dissimuler lors de l'établissement de votre entreprise dans cet État ? Aucun problème ! Aucune donnée n'est collectée sur les propriétaires réels, et les agents de création de sociétés situés dans l'État peuvent être nommés en tant que directeurs prête-nom. Pour les voyous, établir une société-écran pour blanchir de l'argent impropre et accéder au système bancaire américain devient donc un jeu d'enfant.

Sous couvert d'une adresse professionnelle américaine pour préserver leur image, les entreprises véreuses (y compris celles gérées par des trafiquants d'armes russes et des contrebandiers serbes) peuvent mener leurs affaires douteuses en toute tranquillité.

Même si l'État du Delaware a pris une mesure minimale pour lever le voile du secret, il ne s'agit que d'une simple façade pour les groupes de pression. En 2014, le Delaware a promulgué une loi exigeant un degré minimal de divulgation afférent à la propriété sociale – mais sans qu'elle soit rendue publique. M<sup>me</sup> Heather Lowe, conseillère juridique de Global Financial Integrity, a déclaré que cette mesure « n'abordait même pas la problématique des sociétés anonymes du Delaware » <sup>2</sup>.

Il faut savoir que le Delaware n'est pas un cas isolé aux États-Unis. Le Nevada et le Wyoming présentent des lois d'enregistrement des sociétés aussi laxistes et attirent également un grand nombre de sociétés-écrans dont les frais d'enregistrement viennent remplir les caisses de l'État. Toutefois, le Delaware demeure l'heureux chef de file <sup>3</sup>.

Protégés par une société anonyme, les corrompus sont libres de s'en prendre aux citoyens ordinaires sans attirer l'attention des autorités. Selon [Global Witness](#), des avocats ont eu recours à des sociétés secrètes enregistrées dans les États du Delaware et du Nevada pour convaincre des personnes âgées d'investir leurs économies dans des entreprises sans valeur. De même, un membre du

Congrès américain a empoché près d'un demi-million de dollars en pots-de-vin par l'intermédiaire de sociétés anonymes établies dans le Delaware et en Louisiane.

D'après Global Witness, les sociétés secrètes sont comme des « voitures qui permettent aux voyous et aux corrompus du monde entier de prendre la fuite ». Toutefois, les États-Unis, ce pays où il faut fournir plus de renseignements personnels pour obtenir une [carte de bibliothèque](#) que pour établir une entreprise, demeurent certainement le maillon faible.

Photo: Flickr/[jstephenconn](#)

Références supplémentaires :

1. New York Times, [«How Delaware Thrives as a Corporate Tax Haven»](#)
2. International Consortium of Investigative Journalists, [«Lobby groups 'see right through' US state's financial transparency attempt»](#)
3. Article sur le droit des sociétés du Delaware, [«Facts and Myths»](#)